

---

## COMMENT RESTAURER LA CONFIANCE DANS LA DÉMOCRATIE ?

---

Le 28 septembre 2023, Synopia, en partenariat avec l'association Minerve, a organisé une conférence sur la crise de la confiance dans le système démocratique en France. En effet, selon l'édition 2023 du baromètre Sciences-Po CEVIPOF, 64 % des Français sondés estiment que notre démocratie ne fonctionne pas bien, et ils ne sont que 16 % à faire confiance aux partis politiques. Les taux d'abstentions records aux élections sont un des symptômes de cette crise de confiance démocratique.

Il paraît donc nécessaire de repenser notre manière de faire et de vivre la démocratie en y associant tous les acteurs qui concourent à son fonctionnement : les citoyens bien sûr, les élus, mais aussi les partenaires sociaux, les organisations professionnelles, le secteur privé non lucratif, les associations, etc. D'où vient cette crise de confiance et comment la résorber ? Voilà les questions qui ont été posées aux quatre intervenants de cette conférence, tous membres de Synopia :

- Yves Censi, député honoraire ;
- Jacky Isabello, chef d'entreprise, expert en communication ;
- Didier Le Bret, diplomate, auteur du livre Rendez les doléances, enquête sur la parole confisquée des Français (JC Lattes, 2022) ;
- et Jean-Claude Mailly, ancien Secrétaire général de Forces Ouvrières, Vice-président de Synopia.

Ainsi, la question de la crise de confiance a été discutée au travers de trois thèmes différents : les médias, les partis politiques et le paritarisme.

### I. LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LA CRISE DE CONFIANCE

Les médias sont régulièrement dénoncés comme étant des perturbateurs du système démocratique. Toutefois, la relation entre médias et démocratie est plus complexe que cela. Cette relation symbiotique nous permet de comprendre une partie des origines de cette crise de confiance.

En effet, les médias, comme la démocratie, reposent sur trois concepts : la vérité, la confiance et le débat (ou la conflictualité). Cependant, ces notions sont en constante évolution et sujettes à des interprétations variées à l'ère de l'information instantanée et abondante. L'utilisation des médias s'étant ouverte à tous avec les smartphones et les réseaux sociaux, la multiplicité des voix et des opinions a créé une concurrence acharnée pour capter l'attention du public. L'explosion du nombre de contenus en ligne, combiné à la baisse de leur réglementation, change la donne pour les médias traditionnels et contribue à une économie de l'information de plus en plus gratuite.

Une dérégulation du marché cognitif, accentuée par la surenchère de l'information et son format de plus en plus bref, se fait sentir. Cette fragmentation de l'attention, et l'incapacité des contenus à s'accorder sur la vérité, a contribué à répandre la désinformation et complique la tâche des médias traditionnels et des citoyens soucieux de vérité. Une perte de confiance dans les médias s'installe alors, qui alimente la prolifération des théories du complot et des fausses informations. Le relais de ces messages par d'influents figures médiatiques ne fait qu'accroître ce problème.

La capacité des médias à accomplir leur rôle traditionnel de gardiens de la vérité est donc constamment remise en cause. Or, cette perte de confiance dans les médias est généralisée à toutes les échelles et les institutions.

En effet, les médias relayant les messages des institutions politiques, des leaders sociaux ou des experts scientifiques, tous les discours et propos sont remis en cause de façon systématique et la confiance paraît brisée. Or, la confiance est un enjeu essentiel au fonctionnement d'un système démocratique.

Bien sûr, la question des médias n'est pas le seul facteur causant la perte de confiance dans le système démocratique, mais son exemple et sa portée sont évocateurs. Parmi les autres facteurs de perturbations, la perte de foi dans un progrès constant, la remise en cause de l'expertise scientifique ou le sentiment d'une dispersion du pouvoir et de la capacité d'agir, à une échelle mondiale peuvent être mentionnés.

## **II. LES PARTIS POLITIQUES : ACTEURS OU VICTIMES DE LA CRISE DE CONFIANCE ?**

Le paysage médiatique n'est pas le seul à avoir connu des bouleversements. L'engagement politique a considérablement évolué avec une tendance à l'individualisme et à la méfiance envers les partis politiques. Les citoyens sont de plus en plus réticents à s'identifier à un parti, ce qui complique la définition des identités politiques et des idées. Ces évolutions sont difficiles à percevoir. Le monde politique, autrefois bipolaire, a cédé la place à une fragmentation des idées et des valeurs. La notion de "famille politique" a perdu de sa pertinence, ce qui a semé la confusion sur les idées qu'ils incarnent.

Par ailleurs, le débat démocratique a changé de forme dans le mode de diffusion des idées et des projets. Une polarisation croissante des positions est de plus en plus visible, avec des oppositions de principe qui transcendent la recherche d'un compromis politique. De plus, les méthodes de rhétorique et de débat deviennent de plus en plus personnelles, avec une recherche du discrédit de l'adversaire par des arguments *ad hominem* et, en réaction, une personnalisation des idées et des projets autour de figures politiques.

Les changements en cours posent des défis à la démocratie, non pas en raison des institutions en place, mais en raison de la manière dont les idées sont partagées, débattues et interprétées dans la société. Le sentiment de dépossession chez les citoyens, exacerbé par l'influence des médias et la perte de repères, représente un défi majeur pour la politique contemporaine. L'importance de l'émotion face aux critiques sont mises en avant comme une caractéristique de la communication politique actuelle.

La France se distingue par un fort interventionnisme de l'État et les citoyens français attendent beaucoup de leurs dirigeants politiques. L'alternance entre gauche et droite politique était courante, mais avec le temps, les politiques économiques ont convergé, réduisant les différences entre les partis. Il y a alors une perte de confiance dans le jeu démocratique, dans les promesses de changement et de différenciation des groupes politiques. Cela se manifeste par un désengagement progressif des citoyens dans les règles du jeu démocratique, par exemple dans la foi dans le processus électoral, avec la progression de l'abstention.

Ainsi, le système démocratique est confronté à une crise de ses institutions, non pas parce que leur fonctionnement est intrinsèquement mauvais, mais parce que la pratique institutionnelle ne parvient pas à s'adapter aux changements sociaux et aux nouvelles demandes des citoyens.

À partir des années 1980, la vision libérale de l'économie et des marchés défendue par l'École de Chicago s'est introduite dans le jeu politique. Les gouvernements ont commencé à adopter des politiques économiques à court terme au détriment de politiques à long terme. Encore aujourd'hui, le court-terme prévaut dans la prise de décision, même dans des domaines nécessitant une perspective à plus long terme, ce qui nuit à la planification et à l'efficacité, dans une logique de réaction perpétuelle aux crises.

### **III. LE DÉCLIN DU PARITARISME : SYMPTÔME DE LA CRISE DE CONFIANCE**

Cette logique de décision s'est maintenue au-delà des alternances politiques et des changements de gouvernements, avec progressivement un accroissement des pouvoirs étatiques au détriment de la négociation sociale. Jusqu'à récemment, la gestion des questions tournant autour du contrat de travail était réalisée par les organisations patronales et syndicales, dans ce qu'on appelle un système paritaire. Cependant, on constate un véritable déclin du paritarisme dans les négociations sociales : au lieu de discuter avec ces instances représentatives, l'État décide seul, au mépris de leur autonomie. Cette perte de représentation et de participation dans les négociations sociales contribue à la hausse des tensions et à un sentiment d'incompréhension, de rupture entre la population et le gouvernement.

Nous assistons alors à un changement de la mobilisation politique au sens noble et, d'une certaine façon, à une démobilisation par la perte de foi dans le processus démocratique. En effet, la participation traditionnelle à la vie démocratique est censée apporter des réponses aux problèmes des citoyens. Or, ces problèmes se sont vus accentués ou négligés par le traitement des médias, ignorés par les décideurs politiques, la participation des citoyens est réduite dans les négociations, et la montée de l'abstention électorale suggère que les Français considèrent de plus en plus le processus démocratique comme un rituel sans impact significatif. Or, la démocratie repose sur la capacité des citoyens à croire que leur participation aux élections a un impact sur leur vie.

Face à ce désengagement, nous constatons néanmoins une nouvelle forme de mobilisation sociale qui s'organise sur les réseaux numériques dans une logique de mobilisation horizontale (et non plus verticale avec des leaders et des porte-paroles), à l'image des Gilets Jaunes. Les revendications de ces mouvements sont assez éloignées des débats agitant les institutions. Ainsi, les Cahiers de doléances collectés en 2019 révèlent des préoccupations tournées autour du niveau de vie, des difficultés économiques, et non sur le fonctionnement des institutions. Il y a alors un vrai décalage entre la vie politique et les attentes des citoyens, qui contribue à alimenter la crise de confiance envers le système démocratique.

### **IV. POUR UNE « DÉMOCRATIE PERMANENTE »**

**Comment mobiliser les acteurs qui concourent, chacun à leur niveau, au bon fonctionnement de la vie démocratique ? Et comment intégrer et garantir le temps long dans un processus démocratique par nature changeant ?**

Les circonstances de cette crise tournent ainsi autour de trois enjeux majeurs : l'éloignement du processus décisionnel des citoyens, la guerre informationnelle qui dénature les débats et rend confus le processus décisionnel, et enfin la perte de la capacité à tracer un discours national mobilisateur avec des objectifs et des enjeux à long terme.

Faire vivre la promesse démocratique implique de mettre en place une « démocratie permanente », en renforçant d'un côté le pilier représentatif, cœur de notre fonctionnement démocratique, et de l'autre, les piliers participatifs et délibératifs à travers des outils existants (référendums, pétitions, citoyens tirés au sort, etc.) ou à inventer.

L'objectif n'est pas de remplacer la démocratie représentative telle que nous la connaissons, mais de lui adjoindre d'autres piliers qui viendront la renforcer, la soutenir et enrichir ses débats et ses travaux. C'est une exigence de nos concitoyens à laquelle les dirigeants politiques doivent répondre s'ils veulent restaurer la confiance dans la démocratie.

Pour surmonter ces défis, plusieurs solutions peuvent être envisagées :

- **Restaurer l'effet performatif de la parole politique**, afin que les politiques publiques aient un impact direct sur la vie des citoyens. L'idée de subsidiarité est à étudier sérieusement, pour que les décisions soient prises au niveau le plus proche possible du citoyen pour éviter l'ingérence inutile de l'État central. Cette capacité décisionnelle doit s'accompagner de moyens. Par ailleurs, il faut traiter les résultats des consultations pour renforcer la confiance dans la démocratie.
- **S'approprier et utiliser l'outil numérique** plutôt que de le craindre. La réglementation stricte de la communication politique en France limite l'utilisation de techniques de publicité et de ciblage électoral, en particulier sur les plateformes numériques, pendant les périodes électorales. Cette réglementation pourrait être revue pour permettre aux politiciens d'utiliser des outils de communication plus efficaces et d'atteindre un public plus large, y compris via des canaux numériques, et donc rapprocher le politique du citoyen.
- **Encourager des relations basées sur la confiance et le respect mutuel** notamment dans le dialogue social. Les solutions aux problèmes actuels ne résident pas dans des bricolages institutionnels, mais plutôt dans des diagnostics partagés et la recherche de consensus sur les objectifs à atteindre. Par exemple, la loi Larcher pourrait être modifiée pour contraindre un gouvernement qui souhaite modifier le droit du travail à respecter la consultation et la négociation avec les syndicats et le patronat.
- **Revenir à la prise de décision politique à long terme**. Il faut reprendre l'habitude de mettre en place des politiques publiques qui perdurent dans le temps sans la menace d'un démantèlement ou de modifications intempestives par un nouveau gouvernement. Il faut laisser le temps aux réformes d'avoir un impact, et donc programmer ces dernières dans le temps long.
- **Créer une culture du suivi et de l'évaluation** des décisions prises. En France, l'absence de culture d'évaluation se mêle à la non prise en compte des avis, comme par exemple lors du comité d'évaluation des ordonnances de travail de 2017 dont les recommandations ont été ignorées. Il faut parvenir à mettre en place une évaluation systématique et la prise en compte des résultats pour éviter une normalisation excessive.

\*\*\*

Directeur de la publication : Alexandre Malafaye  
Comité éditorial : Jean-Claude Mailly, Jean-Marc Schaub, Joséphine Staron  
Avec la contribution de : Yves Censi, Jacky Isabello, Didier Le Bret.